

ASSEMBLÉE NATIONALE
Trente-quatrième Législature, première session

1990, chapitre 36

LOI MODIFIANT LA LOI SUR LES MINES ET LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MINES

Projet de loi 77

présenté par Madame Lise Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources

Présenté le 31 mai 1990

Principe adopté le 18 juin 1990

Adopté le 16 octobre 1990

Sanctionné le 18 octobre 1990

Entrée en vigueur: le 18 octobre 1990

Lois modifiées:

Loi concernant les droits sur les mines (L.R.Q., chapitre D-15)

Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1)



Éditeur officiel
Québec



CHAPITRE 36

Loi modifiant la Loi sur les mines et la Loi concernant les droits sur les mines

[Sanctionnée le 18 octobre 1990]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. M-13.1,
a. 24.1, aj.

1. La Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1) est modifiée par l'insertion, après l'article 24, du suivant:

Nouvelle
demande

«**24.1** Toute personne dont le permis de prospection est révoqué en vertu du paragraphe 4° de l'article 281 ne peut faire de nouvelle demande pour l'obtention d'un tel permis avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de la révocation. ».

c. M-13.1,
a. 80, mod.

2. L'article 80 de cette loi est modifié:

1° par la suppression, dans la dernière ligne du premier alinéa, des mots « pour la moitié de leur valeur »;

2° par la suppression du deuxième alinéa.

c. M-13.1,
a. 133, mod.

3. L'article 133 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

Territoire
arpenté

« En territoire arpenté, le permis doit couvrir un ou plusieurs lots ou blocs entiers. Toutefois, si la superficie de ceux-ci ne totalise pas 100 hectares, elle peut être complétée par une partie de lot ou de bloc. ».

c. M-13.1,
a. 142, mod.

4. L'article 142 de cette loi est modifié:

1° par l'insertion, dans la quatrième ligne du deuxième alinéa et après le mot « ou », des mots « , sous réserve du quatrième alinéa, »;

2° par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

Bail
exclusif

« Le ministre peut refuser une demande de bail exclusif s'il juge nécessaire de réserver le terrain pour garantir l'approvisionnement requis pour l'exercice d'un bail non exclusif déjà conclu ou d'autres baux non exclusifs qui pourraient être ultérieurement conclus. ».

c. M-13.1,
a. 145, mod.

5. L'article 145 de cette loi est modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa et après le mot « superficie », des mots « , déterminée par le ministre, ».

c. M-13.1,
a. 146, mod.

6. L'article 146 de cette loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe 1°, du suivant:

« 1.1° qu'il démontre, à la satisfaction du ministre, que cette augmentation est nécessaire à la poursuite de son activité industrielle au cours de la présente durée du bail, lorsqu'il s'agit d'une exploitation de sable, de gravier ou d'argile commune; ».

c. M-13.1,
a. 147, mod.

7. L'article 147 de cette loi est modifié par la suppression, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes du dernier alinéa, des mots « , d'un bail exclusif d'exploitation de substances minérales de surface ou d'une demande en vue de la conclusion de ce dernier bail ».

c. M-13.1,
a. 148, mod.

8. L'article 148 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans la première ligne du premier alinéa, des mots « est de cinq ans » par les mots « , fixée par le ministre, ne peut excéder cinq ans »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du deuxième alinéa, des mots « la même période » par les mots « une période n'excédant pas cinq ans »;

3° par le remplacement, dans le paragraphe 2° du deuxième alinéa, des mots « un an » par les mots « le cinquième de la durée du bail »;

4° par l'insertion, après le deuxième alinéa, des suivants:

Renouvellement

« Toutefois, le renouvellement du bail exclusif délivré pour l'exploitation de la tourbe est d'une durée de quinze ans.

Réserve de
terrain

Lors du renouvellement d'un bail exclusif pour l'extraction ou l'exploitation de sable, de gravier ou d'argile commune, le ministre peut modifier sa superficie s'il juge nécessaire de réserver un terrain pour garantir l'approvisionnement requis pour l'exercice de baux non exclusifs qui pourraient être ultérieurement conclus, pourvu que cette modification ne nuise pas, pour la durée de renouvellement du bail

exclusif, à la poursuite de l'activité industrielle du titulaire du bail exclusif. » ;

5° par la suppression, au début du troisième alinéa, du mot « Toutefois, ».

c. M-13.1,
a. 151.1, aj. **9.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 151, du suivant :

Entente
préalable

« **151.1** Un bail exclusif ne peut être conclu, pour un terrain qui fait l'objet d'un ou de plusieurs baux non exclusifs au moment de la demande, que si le demandeur de bail exclusif s'est préalablement entendu avec chacun de ces titulaires de bail non exclusif sur le montant et les conditions de l'indemnisation à laquelle chacun a droit.

Transmis-
sion d'un
avis

Lorsque toutes les ententes sont conclues, le ministre transmet un avis à chacun des titulaires de bail non exclusif les informant que, malgré l'article 147, leur bail prend fin 90 jours après la date de cet avis. Le ministre conclut le bail exclusif à l'expiration de ce délai.

Indemnisa-
tion

Tout différend sur la détermination du montant et des conditions d'une indemnisation est soumis à l'arbitrage à la demande du demandeur de bail exclusif ou du titulaire de bail non exclusif conformément aux dispositions du livre VII du Code de procédure civile (L.R.Q., chapitre C-25). La décision de l'arbitre a l'effet d'une convention entre les parties. ».

c. M-13.1,
a. 207, mod.

10. L'article 207 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « ou de bail » par ce qui suit : « , de bail ou d'autorisations visées aux articles 31, 32 et 33 » ;

2° par le remplacement du troisième alinéa par les suivants :

Tirage au
sort

« Les avis de désignation sur carte et les demandes de permis, de bail ou d'autorisations visées aux articles 31, 32 et 33 qui concernent un même terrain et sont reçus le même jour sont admis selon l'ordre établi par tirage au sort. Celui qui entend participer au tirage au sort doit avoir préalablement acquitté les droits fixés par règlement.

Appel
d'offres

Toutefois, dans le cas d'une demande de permis ou de bail relatif au pétrole, au gaz naturel, à la saumure ou à un réservoir souterrain, l'ordre d'admission est établi par tirage au sort ou par appel d'offres, selon ce que décide le ministre. ».

c. M-13.1,
a. 215, mod.

11. L'article 215 de cette loi est modifié :

1° par le remplacement du premier alinéa par les suivants :

Accessibilité des documents

« **215.** Les cartes, rapports et autres documents donnant les résultats des travaux effectués en application des articles 72, 94 ou 137 sont accessibles à toute personne dès leur acceptation par le ministre.

Délai

Les cartes, rapports et autres documents donnant les résultats des travaux de levé géophysique ou de forage effectués en application des articles 159 ou 162 sont accessibles à toute personne deux ans après leur acceptation par le ministre. » ;

2° par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, de la phrase suivante : « Après cet abandon, cette révocation ou cette expiration, ces cartes, rapports et autres documents sont accessibles à toute personne. ».

c. M-13.1, intitulé, mod.

12. L'intitulé de la section II du chapitre IV de cette loi est modifié par le remplacement des mots « ET AUTRES DOCUMENTS », par les mots « , AUTRES DOCUMENTS ET REDEVANCES ».

c. M-13.1, a. 221, mod.

13. L'article 221 de cette loi est modifié par l'addition, après le paragraphe 2°, du suivant :

« 3° la nature et le coût des travaux de réaménagement et de restauration effectués ou à effectuer. ».

c. M-13.1, a. 223.1, aj.

14. Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 223, du suivant :

Extraction de substances minérales

« **223.1** Les articles 154 et 155 s'appliquent, compte tenu des adaptations nécessaires, à tout exploitant ou à toute personne qui extrait, à des fins commerciales, des substances minérales de surface qui font partie du domaine public. ».

c. M-13.1, a. 281, mod.

15. L'article 281 de cette loi est modifié par l'addition, après le paragraphe 3°, du paragraphe suivant :

« 4° en tout temps, un permis de prospection lorsque son titulaire a obtenu ou renouvelé un droit minier par fraude ou fausse représentation. ».

c. M-13.1, a. 306, mod.

16. L'article 306 de cette loi est modifié par l'insertion, après le paragraphe 21°, du paragraphe suivant :

« 21.1° fixer le montant des droits de participation au tirage au sort visés à l'article 207 ; ».

c. M-13.1,
a. 306.1, aj. **17.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 306, du suivant :

Frais d'enregistrement « **306.1** Dans le cas des frais d'enregistrement visés au paragraphe 1° de l'article 306, un montant maximum peut être fixé par acte, selon qu'il s'agit d'un droit minier relatif à une substance minérale autre que le pétrole, le gaz naturel et la saumure. ».

c. M-13.1,
a. 307, mod. **18.** L'article 307 de cette loi est modifié par l'addition, après le deuxième alinéa, de l'alinéa suivant :

Variation des normes « Les normes que doit respecter tout rapport relatif à des travaux, les renseignements qu'il doit contenir ainsi que les documents qui doivent l'accompagner peuvent varier, soit selon le coût moyen des travaux effectués sur un claim, soit selon la valeur globale de ces travaux déclarés pour tout rapport ou soit selon la valeur globale de ces travaux qui ont fait l'objet d'un rapport au cours d'une période donnée. ».

c. M-13.1,
a. 309, mod. **19.** L'article 309 de cette loi est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

Variation de la redevance « Dans le cas du sable, du gravier, de l'argile commune et des résidus miniers inertes, le loyer visé aux paragraphes 2° et 3° de l'article 306 et le montant de la redevance fixée au paragraphe 14° de cet article peuvent également varier suivant la qualité et la nature de ces substances, selon l'éloignement de ces substances du marché desservi ou selon la disponibilité de ces substances dans une région visée. ».

c. M-13.1,
a. 314, mod. **20.** L'article 314 de cette loi, modifié par les articles 575 et 576 du chapitre 4 des lois de 1990, est de nouveau modifié par la suppression, dans la deuxième ligne du premier alinéa, du chiffre « , 160 ».

c. M-13.1,
a. 315, mod. **21.** L'article 315 de cette loi, modifié par les articles 575 et 576 du chapitre 4 des lois de 1990, est de nouveau modifié par l'insertion, dans la deuxième ligne du premier alinéa et après le chiffre « 155, » du chiffre « 160, ».

c. M-13.1,
a. 373, ab. **22.** L'article 373 de cette loi est abrogé.

c. D-15,
a. 5, remp. **23.** L'article 5 de la Loi concernant les droits sur les mines (L.R.Q., chapitre D-15) est remplacé par le suivant :

Droits sur profit annuel « **5.** Tout exploitant d'une mine au Québec doit payer des droits sur son profit annuel pour chaque exercice financier, à l'exception :

1° de l'exploitant soumis aux redevances fixées en vertu de l'article 204 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1);

2° à compter du 18 octobre 1990, de l'exploitation de substances minérales de surface, telles que définies à l'article 1 de la Loi sur les mines et de l'exploitation des substances minérales dont le droit a été abandonné au propriétaire du sol en vertu de l'article 5 de cette loi. ».

Exercice
financier

24. Les exploitants visés au paragraphe 2° de l'article 5 de la Loi concernant les droits sur les mines, remplacé par l'article 23 de la présente loi, sont réputés avoir un exercice financier se terminant le 17 octobre 1990, pour les fins du calcul du profit annuel se rapportant à l'exploitation des substances minérales de surface.

Inscription
des claims

25. Tous les claims renouvelés en vertu de l'article 347 de la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13.1) sont réputés avoir été inscrits selon les délais prescrits à la Loi sur les mines (L.R.Q., chapitre M-13).

Cause
pendante

Le présent article n'affecte pas une cause pendante le 31 mai 1990.

Effet, a. 2

26. L'article 2 a effet depuis le 24 octobre 1988.

Effet, a. 25

27. L'article 25 a effet depuis le 31 mai 1990.

Entrée en
vigueur

28. La présente loi entre en vigueur le 18 octobre 1990.